



PREFECTURE DE PARIS

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil départemental normal :

N° NV169 - 28 AOÛT 2015



PREFECTURE DE PARIS

Acte n° 2015238-0037

Signé le mercredi 26 août 2015

Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement - unité territoriale de Paris

Arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture de l'enquête publique portant sur le permis d'aménager, valant permis de démolir, lié à l'opération de restructuration des ateliers ferrés RATP sur le site de Vaugirard à Paris 15ème arrondissement



**PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS**

*Direction régionale et interdépartementale
de l'équipement et de l'aménagement*

*Unité territoriale de Paris
Service utilité publique et équilibres territoriaux
Pôle urbanisme d'utilité publique*

**Arrêté préfectoral
prescrivant l'ouverture de l'enquête publique
portant sur le permis d'aménager, valant permis de démolir,
lié à l'opération de restructuration des ateliers ferrés RATP
sur le site de Vaugirard à Paris 15^{ème} arrondissement**

*Le préfet de la région d'Île-de-France,
préfet de Paris
officier de la Légion d'honneur;
officier de l'ordre national du Mérite*

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code l'urbanisme ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la demande de permis d'aménager concernant l'opération de restructuration des ateliers RATP sur le site de Vaugirard à Paris 15^{ème} arrondissement déposée par la RATP le 3 avril 2015 ;

Vu le dossier d'enquête publique comprenant notamment une étude d'impact conformément aux articles R.122-2 et R.123-1 du code de l'environnement, portant sur le projet susvisé ;

Vu la décision du 12 juin 2015 du président du Tribunal Administratif de Paris portant désignation de la commission d'enquête ;

Vu l'étude d'impact jointe à la demande de permis d'aménager, composée conformément à l'article R.122-5 du code l'environnement et incluse dans le dossier d'enquête publique ;

Vu l'avis en date du 22 juillet 2015 de l'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), sur l'étude d'impact susvisée ;

Considérant que l'opération de restructuration des ateliers RATP sur le site de Vaugirard à Paris 15^{ème} arrondissement doit faire l'objet d'un permis d'aménager, conformément aux articles L.421-2 et R.421-19 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le permis d'aménager vaudra permis de démolir, conformément à l'article L.444-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que l'opération créera au moins 51 000 m² de surface de plancher et que, par voie de conséquence, conformément aux dispositions de la rubrique 33° de l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement, le projet doit être soumis de façon systématique à une étude d'impact ;

Considérant que, conformément aux articles L.123-1 et R.123-1 du code de l'environnement, ce projet d'aménagement doit donc faire l'objet d'une enquête publique réalisée conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du code précité ;

Sur proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris,

ARRETE :

ARTICLE 1 – Objet : Il sera procédé du 21 septembre au 22 octobre 2015 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs, à l'enquête publique préalable au permis d'aménager, valant permis de démolir, concernant l'opération de restructuration des ateliers RATP sur le site de Vaugirard au 222-224 rue de la Croix Nivert à Paris 15^{ème} arrondissement.

Cette enquête publique sera réalisée conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Ce projet, dont le responsable est la RATP, réalisé en deux phases, prévoit dans un premier temps la construction d'un atelier de maintenance des équipements (AME) représentant une surface de plancher de 13 000 m², la création de logements répartis en 3 bâtiments, dont l'un abritera un équipement public de la petite enfance, le tout représentant une surface de plancher de 18 000 m² et la création d'une voie nouvelle. Dans un second temps, il est prévu la restructuration de l'atelier de maintenance des trains (AMT), représentant une surface de plancher de 7000 m² d'ateliers ferrés et industriels et la création d'une surface de plancher de 13 000 m² correspondant à des programmes de logements complémentaires. Cette opération, occupant une emprise de 2,3 hectares, créera au moins 51 000 m² de surface de plancher.

Cette enquête se déroulera sur le territoire de la commune de Paris dans la mairie du 15^{ème} arrondissement – 31 rue Péclet 75015 Paris.

ARTICLE 2 – Commission d'enquête : Cette enquête sera conduite par une commission d'enquête ainsi constituée :

Le président : Monsieur François BERTRAND, ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris (ER),

Les membres titulaires :

- Monsieur Claude BURLAUD, directeur de l'urbanisme de la ville de Garges-lès-Gonesse (ER),
- Monsieur Etienne FOUGERON, responsable d'entreprises dans l'immobilier.

En cas d'empêchement de Monsieur François BERTRAND, la présidence de la commission sera assurée par Monsieur Claude BURLAUD, membre titulaire de la commission.

Le membre suppléant :

- Monsieur François WELLHOFF, ingénieur économique (ER),

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires, celui-ci sera remplacé par le premier des membres suppléants.

ARTICLE 3 – Publicité : Le public sera informé de l'ouverture de l'enquête par un avis comprenant les indications mentionnées à l'article R.123-9 du code de l'environnement, publié en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et sera rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans au moins deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de Paris.

Cet avis sera également publié par voie d'affichage, aux endroits habituels d'affichage administratif, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci dans la mairie du 15^{ème} arrondissement de Paris. L'accomplissement de cette mesure incombera au maire d'arrondissement, et sera certifié par lui.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée et sauf impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé, par les soins de la RATP, à l'affichage du même avis, sur le lieu de l'opération et sur les lieux situés au voisinage du site Vaugirard.

En application de l'article R.123-11 du code de l'environnement, cet avis sera également publié sur le site internet de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris
www.ile-de-france.gouv.fr

ARTICLE 4 – Dossier d'enquête : Le dossier d'enquête publique sera mis à disposition du public, au plus tard à la date d'ouverture de l'enquête publique, via le site internet de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris, à l'adresse suivante : www.ile-de-france.gouv.fr

Pendant la durée de l'enquête publique, les demandes d'information pourront être adressées à :
Bénédicte ANIORTE, Département de la valorisation, des achats et de la logistique,
RATP/VAL/VAD, LAC Ic83, 54, quai de la Rapée, 75599 Paris Cedex 12.

Par ailleurs, et conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article R.123-9 du code de l'environnement, dès la publication du présent arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, (Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement – Unité territoriale de Paris – Service utilité publique et équilibres territoriaux – Pôle urbanisme d'utilité publique) située 5 rue Leblanc 75015 Paris.

ARTICLE 5 – Consultation du dossier et observations : Pendant toute la durée de l'enquête publique, un exemplaire du dossier d'enquête, établi conformément aux dispositions des articles L.123-1, L.123-13 et R.123-8 du code de l'environnement, comprenant notamment le dossier de demande du permis d'aménager, l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude précitée, sera mis à la disposition du public à la mairie du 15^{ème} arrondissement de Paris – 31 rue Péclet 75015 Paris.

Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le président de la commission d'enquête ou un de ses membres, sera également déposé à la mairie du 15^{ème} arrondissement de Paris et mis à la disposition du public. Chaque personne pourra y consigner ses observations, propositions et contre-propositions aux jours ouvrables et horaires habituels d'ouverture au public.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées par écrit à l'attention du président de la commission d'enquête, pendant toute la durée de l'enquête, à la mairie du 15^{ème} arrondissement - 31 rue Péclet 75015 Paris, à l'attention de M. François BERTRAND, président de la commission d'enquête publique.

Toutes ces observations adressées par courrier seront annexées au registre d'enquête publique ouvert et seront consultables sur place pendant toute la durée de l'enquête.

Conformément aux dispositions du 4^{ème} alinéa de l'article R.123-13 du code de l'environnement, les observations du public déposées sur le registre d'enquête publique, sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 6 – Permanences : Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public à la mairie du 15^{ème} arrondissement de Paris, aux jours et heures suivants :

DATE	HORAIRE	SALLE
mardi 22 septembre 2015	14h à 17h	Bureau E
vendredi 25 septembre 2015	9h à 12h	Salle 111
mardi 29 septembre 2015	14h à 17h	Bureau E
jeudi 1 ^{er} octobre 2015	16h à 19h	Salle 111
samedi 3 octobre 2015	9h à 12h	Bureau E
lundi 5 octobre 2015	9h à 12h	Bureau E
mercredi 7 octobre 2015	14h à 17h	Bureau E
mercredi 14 octobre 2015	9h à 12h	Bureau E
jeudi 15 octobre 2015	16h à 19h	Salle 111
samedi 17 octobre 2015	9h à 12h	Bureau E
mardi 20 octobre 2015	14h à 17h	Bureau E
jeudi 22 octobre 2015	16h30 à 19h30	Salle 111

ARTICLE 7 – Réunion publique : Compte tenu de la nature du projet, une réunion d'information et d'échanges avec le public sera organisée à la salle des fêtes de la mairie du 15^{ème} arrondissement de Paris le mardi 6 octobre 2015 à partir de 19h.

A l'issue de cette réunion, un compte-rendu sera établi par le président de la commission d'enquête. Il sera adressé au président de la RATP maître d'ouvrage, et au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, autorité organisatrice de l'enquête publique et annexé au rapport de fin d'enquête.

ARTICLE 8 – Clôture de l'enquête : Conformément à l'article R.123-18 du code de l'environnement, à l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera transmis, sans délai au président de la commission d'enquête auquel il incombera de le clore et de le signer.

Dès réception du registre et des documents annexés le président de la commission d'enquête rencontrera, dans la huitaine, les responsables de la RATP afin de leur communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Les responsables de la RATP disposeront d'un délai de quinze jours pour produire leurs observations éventuelles.

ARTICLE 9 – Rapport d'enquête : Conformément à l'article R.123-19 du code de l'environnement, la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations consignées ou annexées au registre d'enquête.

Le rapport d'enquête comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations de la RATP, responsable du projet, en réponse aux observations du public.

La commission d'enquête consigne dans un document séparé ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le président de la commission d'enquête transmettra au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris (Direction régionale interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Ile-de-France – Unité territoriale de Paris – 5 rue Leblanc 75015 Paris) le dossier soumis à enquête accompagné du registre d'enquête et des pièces annexées ainsi que son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête.

Le président de la commission d'enquête transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 10 – Délais : Si dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, Le président de la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.123-15 du code de l'environnement.

ARTICLE 11 – Publication du rapport d'enquête : Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris adressera, dès réception, copie du rapport et des conclusions au maître d'ouvrage, la RATP, et au maire du 15^{ème} arrondissement de Paris. Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête à la mairie du 15^{ème} arrondissement de Paris.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête à la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris située 5 rue Leblanc 75015 Paris ou les consulter sur le site internet de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris www.ile-de-france.gouv.fr

ARTICLE 12 – Frais d'enquête : La RATP, maître d'ouvrage prend en charge les frais d'enquête, notamment les frais d'affichage, de publication et l'indemnité allouée aux membres de la commission d'enquête.

ARTICLE 13 – Permis d'aménager : Le délai d'instruction du permis d'aménager est de 2 mois à compter de la réception par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris du rapport et des conclusions motivées du président de la commission d'enquête.

A l'issue de l'instruction, le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris rendra sa décision sur le permis d'aménager demandé par la RATP.

ARTICLE 14 – Déclaration de projet : A l'issue de l'enquête publique, le projet sera déclaré d'intérêt général par une déclaration de projet de la RATP, conformément à l'article L.126-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 15 – Exécution de l'arrêté : La préfète, secrétaire générale de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, le directeur de l'unité territoriale de Paris de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Ile-de-France (DRIEA), la maire de Paris, le directeur général de la RATP et le président et les membres de la commission d'enquête sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet www.ile-de-france.gouv.fr

Fait à Paris le 26 AOUT 2015

par délégation,
le directeur de l'unité territoriale
de l'équipement et de l'aménagement de Paris


Raphaël HACQUIN